SOCIÉTÉ Un collectif de femmes réclame un renforcement du congé maternité au lieu d'un congé parental égalitaire. Un sujet qui divise les rangs féministes.

Les mères seraient les grandes perdantes en cas d'adoption du congé parental égalitaire de 18 semaines en Suisse. C'est l'avis du collectif Eidgenössische Kommission dini Mueter, Commission fédérale ta mère en français, qui a déposé mardi à Berne une pétition munie de plus de 32'000 signatures. Le texte réclame, au contraire, un prolongement du congé maternité, et assume l'absence d'égalité entre parents.

«Les semaines qui suivent une naissance mettent beaucoup de femmes dans un état physique et psychique exceptionnel, explique Laura Bachofner, mère de deux enfants et membre du comité, au «Tages-Anzeiger». Accoucher n'est pas la même chose que devenir père. Parler d'égalité est donc déplacé.» Celle qui est aussi membre des Verts estime qu'il faut une protection spécifique pour les mères, et non une répartition arithmétique du temps. «De notre point de vue, il serait important que toutes les mères qui le souhaitent puissent allaiter pendant six mois sans devoir prendre des congés sans solde.»

Les rangs féministes sont divisés sur la question. Officiellement, les Verts militent pour l'initiative sur le congé familial égalitaire. Leur présidente, Lisa Mazzone, estime que les femmes n'ont «pas à être réduites à leur rôle de mère». Selon elle, ce n'est que si le congé parental traite les deux sexes de manière égale que les deux parents pourront choisir la manière dont ils souhaitent remplir leurs rôles. Les Verts'libéraux, le Parti socialiste ou encore l'organisation féministe Alliance F sont du même avis, même si des voix minoritaires existent en leur sein.

La droite juge, quant à elle, ces projets trop coûteux et trop contraignants pour les PME. Pour les plus conservateurs, l'organisation de la vie familiale doit rester du ressort privé. La collecte de signatures pour l'initiative se poursuit jusqu'en octobre 2026. **FRANCISCO COSTA**

Le français toujours plus sous pression

ÉCOLE Berne songe à reporter l'introduction de la 2e langue officielle dans les programmes. Comme Zurich.

Les opposants craignent pour la cohésion nationale. Imago

Après Zurich, où le parlement cantonal a largement accepté, lundi, une motion qui exige le renvoi au secondaire de l'enseignement du français, Berne pourrait suivre un scénario comparable. Le groupe des Vert'libéraux demande que l'introduction de la langue de Molière soit reportée, a relaté le «Bund». La proposition bernoise veut renvoyer cet apprentissage de la 3e à la 5e année primaire, alors que Zurich le reporte de la 5e primaire au secondaire.

Directrice de l'Instruction bernoise, Christine Häsler est opposée à cette idée. Pour elle, l'apprentissage précoce du français n'est pas qu'une question de compétence linguistique, «il s'agit aussi de nouer au plus vite le contact avec la Suisse francophone». La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a aussi rappelé, après le vote zurichois, qu'apprendre une deuxième langue nationale est essentiel pour la cohésion nationale.

D'autres cantons alémaniques ont déjà ou veulent retarder l'apprentissage du français. Inquiet, le Grand Conseil neuchâtelois a adopté une résolution pour inviter le parlement zurichois à revoir son intention, a rapporté «ArcInfo». **CHT**

PUB

Rauchen ist tödlich – hören Sie jetzt auf. Fumer tue – Arrêtez maintenant. Il fumo uccide – smetti subito.